



## COMPTE-RENDU DU BUREAU MERCREDI 12 FEVRIER 2025

- En visioconférence -

B.O. n° 2651

### Présents :

Président	Gilles SEZIONALE
1er Vice-Président délégué	Lazreg BENELHADJ
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Trésorier	Bernard DALMON
Vice-présidents délégués	Jean-Luc MANAUDOU Patrick PEREZ
Vice-président(e)s	Bénédicte COMPOIS Christiane GUERIN Joël PINEAU Virginie PORTAL Carine SOLLBERGER
Chargés de mission	Sylvie CAILLET Jean-Marc LANDAIS Alexandra VERGNES

### Absents :

Représentants des SHN	Charlotte BONNET Alexandre CAMARASA
-----------------------	--

### Assistent :

Directeur Technique National	Julien ISSOULIE
DTN Adjointe	Agnès BERTHET
Directeur Général	Laurent CIUBINI
Directrice Administrative et Financière	Alexandra LABOUCHEIX
Responsable de la coordination des Instances	Magali TAPRET

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal.

Gilles Sézionale souhaite la bienvenue à toutes et à tous. Il revient sur la décision de Julien Issoulié de quitter ses fonctions de DTN au 30 avril 2025. La procédure de recrutement est actuellement en cours auprès du Ministère des sports selon le calendrier suivant : lancement de l'appel à candidatures, sélection puis audition des candidats, pour une prise de fonction souhaitée au 1<sup>er</sup> mai 2025.

## 1. Affaires Administratives

### 1.1 – Validation des procès-verbaux des cercles de compétence

#### ▪ CC Natation Artistique du 28 novembre 2024 (en annexe)

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

#### ▪ CC Plongeon du 19 novembre 2024 (en annexe)

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

#### ▪ CC Médical du 26 novembre 2024 (en annexe)

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

## 1.2 – Procès-verbal du CED du 19 novembre 2024 (en annexe)

Ce compte-rendu n'appelle pas d'observation particulière.

## 1.3 – Organisation des instances

En préambule Dominique Cupillard rappelle que l'ambition de la réforme de la gouvernance initiée lors du dernier mandat a été portée par une organisation basée sur la création de cercles, visant à fédérer un maximum de compétences, à construire des réseaux larges, concerter le réseau fédéral, communiquer plus efficacement, rapprocher les différents échelons et replacer les clubs au sein de la FFN.

**Le Bureau** est l'organe exécutif de la Fédération. Il intègre le DTN, le DG et toute compétence additionnelle en fonction des thèmes. Chaque membre est Liaison Bureau d'une ou plusieurs compétences. Le liaison Bureau est le lien permanent entre le Cercle et le Bureau. Il participe à la constitution du ou des Cercle(s), à sa (leur) composition, à l'écriture de la feuille de route, à l'expertise de chaque projet et aux réflexions de chaque CC sur lequel il est désigné. Il guide le Président du Cercle dans l'autonomie donnée au Cercle, s'assure de la cohérence entre l'ensemble des projets de la fédération, et avec l'ensemble des projets présentés en Bureau. Il explique chaque fois que nécessaire les décisions prises en Bureau.

La réunion du Bureau est mensuelle par principe ; elle a lieu en général le mercredi en début d'après-midi. Tout peut y être discuté, la loyauté est néanmoins de mise.

Il a pour objet : la gestion des activités de la FFN, la préparation des sujets et ordres du jour des CODIR et AG, la délégation des missions de l'ensemble des élus du CODIR et des personnalités associées et la validation des décisions qui ne sont pas du ressort du CODIR et de l'AG

**Le Conseil des Territoires** regroupe tous les présidents de Ligue. Chaque territoire décline ce conseil de territoire. Pour toute problématique ayant un impact sur les territoires

**Le CODIR** se réunit trimestriellement. Les PV et décisions prises par les instances sont validées en amont via consultation électronique afin de garder des temps pour l'échange sur les projets majeurs.

**L'Assemblée Générale Ordinaire de la FFN** est annuelle. Elle se tiendra en 2025 à Paris les 30 et 31 mai.

## 1.4 – Focus sur les cercles de compétence et représentation territoriale

Le cercles de compétence :

Une compétence peut être gérée, en fonction de son champ d'actions, par un ou plusieurs cercles selon le schéma d'organisation proposée en lien avec le Bureau Liaison.

Le cercle intègre obligatoirement le Bureau Liaison, en charge de la validation de la compétence, le ou les CT et/ou le ou les salariés compétents.

Le Président du cercle est en charge de sa constitution.

Il est en charge de fédérer et d'animer le réseau le plus large possible, d'intégrer tous les experts reconnus sur sa compétence.

Les mesures qu'il propose doivent être largement concertées.

Les membres du CC ne sont pas figés et évoluent en fonction des projets.

Il peut être mis en place des cercles de compétences temporaires dont la charge est de mettre en place un projet.

Une cellule experte est mise en place chaque fois que nécessaire.

Il est en charge de fournir un avis au Bureau (Président du cercle de compétence, le Liaison Bureau, DTN, DTNA, DG, DAF, Directeurs compétents, élus compétents)

Sa composition est actée en fonction de chaque projet.

Il a été demandé à chaque Président(e) de cercle de proposer l'organisation de sa compétence, en concertation avec son Liaison Bureau et sa composition avant le 7 février 2025. A ce jour 40 % sont parvenus à la Fédération.

Laurent Ciubini précise qu'en cas de points bloquants, les Président(s) ne doivent pas hésiter à les faire remonter. ; le but étant que tous les CC soient finalisés au prochain bureau du 12 mars.

Il est également demandé à ceux qui ne l'aurait pas encore fait de faire remonter rapidement à Magali Tapret les besoins en représentation territoriale. Lorsque toutes les demandes seront parvenues les ligues seront sollicitées afin d'obtenir le nom de leurs représentants territoriaux pour les différences compétences.

Concernant la co-construction des feuilles de route, le(la) Président(e) du Cercle propose une feuille de route qui intègre les grands axes impulsés par la Gouvernance et tous les points du projet de mandat qui lui incombe. Il la concerta avec son cercle puis l'adresse à SG/DG/DTN pour expertise. Dès qu'elle est prête, La feuille de route est validée par le Bureau, au plus tard, fin juin.

## **2. Affaires financières**

---

### **2.1 – Point à date sur les licences**

- ✓ 322 468 licences (+13 659 licences par rapport à N-1, soit + 4,43 %)
- ✓ 7 394 licences migration
- ✓ 10 524 licences en attente
- ✓ 6 022 252,60 € (+ 256 556 € par rapport à N-1, soit + 4,45 %)
- ✓ Estimation d'environ 350 000 licences au 15 avril 2025 (+ 27 000 licences)
- ✓ Prévision d'atteindre entre 6 430 000 € et 6 450 000 € par rapport à N-1

### **2.2 – Dettes des clubs et des athlètes**

Alexandra Laboucheix présente la situation sur la dette des clubs et des athlètes (pension INSEP) au 10 février :

- ✓ 164 000 euros de dettes des clubs de water-polo envers la FFN
- ✓ A noter une amélioration par rapport à l'année précédente avec une baisse des dettes de 30K€ (70K€ à périmètre constant = 100% licence), en raison notamment de la mise en place du prélèvement automatique pour l'Elite Masculine & Féminine, N1 filles & garçons et N2 masculine.
- ✓ A noter la dette de 70K€ liée à la liquidation du club de Tourcoing.
- ✓ Focus sur les 50 460 € de créances âgées de plus de 2 ans concernant les pensions INSEP des athlètes qui datent de plusieurs saisons. Malgré de nombreuses relances, pas de réponse sinon des difficultés financières / justification de blessure / contrepartie de l'engagement en EDF ...  
Compte tenu de l'aspect « très ancien » de ces dettes, plusieurs options sont évoquées : annulation de la dette avec autre « sanction » possible, saisie du comité d'éthique pour ces cas particuliers, et pour 2025/2026 opter pour le prélèvement automatique.

Une discussion s'instaure sur les créances anciennes des pensions INSEP qui semblent difficilement récupérables. La difficulté étant que la responsabilité de ces dettes incombe aux parents et non aux athlètes car ils étaient pour les situations les plus compliquées mineurs à l'époque.

Si une sanction envers les athlètes semble peu envisageable, l'option de recourir à un cabinet de recouvrement est évoquée.

Carine Sollberger met en garde sur les procédures judiciaires, qui peuvent être onéreuses en fonction de la dette et pour lesquelles les conditions doivent être examinées.

Julien Issoulié précise que des conventions avec l'INSEP sont préalablement signées.

Lazreg Benelhadj estime que si on laisse passer, cela risque d'être un argument à l'avenir pour ne pas payer ses dettes. Mais si nous mettons nos athlètes en justice, cela risque d'être compliqué en termes d'image médiatique. Et pourquoi ne pas avoir évoqué cette situation complexe plus tôt, notamment avec une dette

de 24 000 € pour une seule famille ? Les clubs peuvent également être un levier pour débloquer ce type de situation.

Patrick Perez : ce ne sont pas les athlètes qui sont mis en cause mais les détenteurs des contrats. Malheureusement, en fonction de la situation financière de certains parents il ne sert sans doute à rien d'engager des procédures coûteuses. Afin que ce type de situation n'arrive plus à l'avenir, il nous faut trouver un mode de fonctionnement totalement différent dès la première dette.

Julien Issoulié rappelle que le problème est maintenant réglé car en cas de défaillance de paiement, le montant est directement prélevé sur les aides personnalisées du sportif concerné. Aujourd'hui, il s'agit uniquement de statuer sur les dettes antérieures.

Gilles Sézionale rappelle qu'il ne faut pas occulter les familles qui payent les pensions.

Jean-Luc Manaudou propose de définir un seuil de montant de la dette avant d'intenter une procédure. Une des solutions opérationnelles est la mise en place du prélèvement automatique.

Après discussion, le Bureau demande un historique des relances et des échanges concernant les dettes anciennes des athlètes INSEP et la saisie du département juridique pour la mise en place d'une stratégie globale et la révision des conventions dont l'insertion de nouvelles garanties telles que la mise en place d'une caution solidaire.

### **3. Affaires sportives**

---

#### **3.1 – Calendrier Coupe de France et EAC EL (en annexe)**

Bénédicte Compois présente le calendrier de la Coupe de France Eau Libre intégrant 14 étapes EDF Aqua Challenge 2025. A noter l'inscription de nouvelles étapes notamment en Nouvelle Aquitaine et en Normandie. La Finale de la Coupe de France se tiendra les 20 et 21 septembre à Montereau (77).

Le Bureau valide le calendrier de la Coupe de France et du circuit EDF Aqua Challenge 2025, avec une réserve pour l'étape de Biarritz.

#### **3.2 – Focus sur la structuration des cercles de compétence sportive (Eau Libre, Water-Polo, Plongeon et Natation Artistique)**

##### **CC Eau Libre : Présidente Bénédicte Compois**

1 cercle de pilotage et 6 sous-cercles : collectif des organisateurs Coupe de France + EDF AC, organisations CF et compétitions internationales, référents de ligue, officiels NTO/ITO en lien avec le CC Juges et arbitres, eau froide/eau glacée et groupes projets.

Les sous-groupes s'activeront en fonction des besoins. Le référent de chaque sous-groupe fait partie du cercle de pilotage.

Bénédicte Compois, membre des comités techniques World Aquatics et European Aquatics fera le lien avec la partie internationale.

##### **CC Water -Polo : Président Patrick Perez**

1 cercle de pilotage et 4 sous-cercles de réflexion et de concertation : arbitrage, référents territoriaux, championnat Elite et évolution de la pratique féminine.

##### **CC Plongeon : Présidente Sylvie Caillet**

1 cercle de pilotage et 12 sous-cercles identifiés chargés de mettre en place un projet : développement de la discipline, détection, règlement fédéral, médiatisation, high dive, communication, formation des entraîneurs, informatique, officiels, maîtres, CAO et équipements.

Des référents désignés au sein du cercle de pilotage seront en charge de l'organisation et de l'animation des sous-cercles. Le cercle de pilotage étudiera les projets élaborés dans chaque « sous cercle » qui sera ensuite soumis au bureau exécutif.

### **CC Natation Artistique : Présidente Dominique Cupillard**

1 cercle de pilotage, 3 sous-cercles pérennes satellites : officiels, nouvelles pratiques et référents Ligues, et 2 sous-cercles éphémères : règlements et CNAHN.

Les membres sont issus de toutes les inter-régions afin d'être au plus proche des clubs et de permettre une large concertation.

Les sous-cercles sont des organes d'échanges qui sont force de propositions. Celles-ci seront soumises au cercle organisationnel qui décidera après concertation de les proposer ou non au CODIR. D'autres cercles éphémères pourront être constitués selon les besoins de l'Olympiade.

Suite à ces présentations, Jean-Marc Landais s'interroge sur la mise en place des sous-cercles dédiés aux J&A. Quid de l'articulation et de la liaison avec le CC Juges et Arbitres ?

Il est précisé que les membres de ces sous-cercles sont déjà membres du CC Juges et Arbitres et sont en charge de faire le lien avec le CC J&A. La hiérarchisation et la connexion entre les disciplines et le CC J&A seront respectées ; c'est bien le CC J&A qui prend au final les décisions, en lien chaque fois que de besoin avec le Président. Un temps d'échanges entre les différents groupes pourra être mis en place afin de définir les procédures.

Christiane Guérin précise que la problématique est la même pour le Collectif des organisations fédérales concernant la désignation des lieux d'organisation et le manque de connexion notamment avec les CC eau libre, plongeon et water-polo. La communication et le lien doivent être améliorés.

### **3.3 – Modification meetings labellisés**

Il est rappelé que le Bureau a validé le 4 septembre 2024 le circuit des meetings qualificatifs 2025, modulo la décision de la commission natation course d'IDF concernant le Meeting National Francilly qui se tenait aux mêmes dates que les meetings d'Amiens et de Rennes. La ligue IDF maintient la date de cette organisation du 19 au 21 décembre 2025 à Taverny.

Le Bureau valide l'intégration du Meeting National Francilly de décembre 2025 au programme des meetings labellisés.

### **3.4 – Aménagements du PPF sur les cahiers des charges**

Julien Issoulié présente les aménagements « cosmétiques » qui doivent être appliqués aux différents cahiers des charges avant l'ouverture de la campagne, dont :

- ✓ Resserrement des catégories d'âge pour le water-polo
- ✓ Ajustements pour le plongeon (limite d'âge à 16 ans)
- ✓ Modifications pour la natation (effectifs et critères d'accès)

Calendrier de candidature des structures pour intégrer le PPF 2025-2028 :

**17 au 27 février** : ouverture de la campagne Structures

**10 au 17 mars** : sélection des structures

**17 mars** : ouverture de la campagne Sportifs

**Mars/ avril** : choix sportifs/ structures

L'évolution plus profonde du PPF pourra se faire en parallèle pour une validation dans l'année 2025 et après l'arrivée du (de la) prochain (e) DTN.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

Jean-Luc Manaudou demande quels sont les niveaux d'accès ? Y-a-t'il un travail en commun avec les ligues sur les potentiels ?

Julien Issoulié répond que le niveau pour s'inscrire en CAF est celui que le club choisit au regard d'un IMP ; à noter une hétérogénéité entre les CAF que la DTN tente de resserrer, mais pas en début d'olympiade afin de laisser le temps aux athlètes d'évoluer et aux structures de se mettre en place. Sur ce premier niveau d'accession territoriale, l'objectif n'est pas de tout restreindre mais plutôt d'avoir un regard attentif et ouvert,

sans bloquer la participation car en parallèle nous faisons rentrer les entraîneurs en formation et nous entretenons un lien avec le club sur les aspects d'organisation (carte pro, législation, coordination, suivi socio pro...).

#### **4. Point sur les organisations fédérales**

---

Le Bureau valide les organisations suivantes :

- ✓ Meeting Promotionnel de Plongeon les 15 et 16 mars 2025 : Nice
- ✓ CF Eau Libre du 6 au 8 juin 2025 : Martigues (validé via consultation électronique)
- ✓ CF Eté des Maîtres du 26 au 29 juin 2025 : Mulhouse (validé via consultation électronique)
- ✓ Finale de la coupe de France Eau Libre les 20 et 21 septembre 2025 : Montereau

#### **5. Calendrier institutionnel**

---

- ✓ Mercredi 26 février à 14h00 (visio) : Comité Directeur
- ✓ Mercredi 12 mars à 14h00 (visio) : Bureau

#### **6. Questions diverses**

---

6.1 - Christiane Guérin informe que les grilles de points pour les Maîtres doivent être revues pour la Finale Interclubs Maîtres à Cholet, le coefficient « de rajeunissement » mis en place dans les règlements n'étant pas satisfaisant. Dans l'intervalle, l'ancienne grille est utilisée.

6.2 – En l'absence de passation, Jean-Marc Landais souhaite savoir si des choses dont il n'aurait pas connaissance ont été engagées par l'ancienne équipe de Nouvelle Aquitaine ?  
Bernard Dalmon informe qu'une créance relative à Ipareo est en instance.  
Patrick Perez trouve extrêmement regrettable qu'il n'y ait pas eu de passation entre l'ancienne et la nouvelle équipe.

6.3 - Sylvie Caillet évoque le groupe de travail mis en place avec pour objectif de créer une section plongeon au sein du CAO. Quid des démarches afin de ne pas être en porte-à-faux avec la Fédération ?  
Laurent Ciubini précise que la Région IDF, la MGP et le département 93 souhaite la création d'un club unique omnisport au CAO dans lequel une section plongeon s'inscrira. Des bénévoles et des financements sont actuellement recherchés et les statuts doivent être créés.  
Lazreg Benelhadj ajoute qu'il convient en premier lieu d'associer à ces discussions la section plongeon de la Ligue IDF afin de faire le lien.

6.4 – Accord du Bureau pour la création d'un groupe WhatsApp pour le Bureau

Gilles Sézional remercie chacun pour les échanges. La transition au sein de la direction technique nationale sera le défi à relever dans les semaines à venir, le but étant que tous les programmes puissent être présentés à l'AG de Paris en mai prochain.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h30.

**La Secrétaire Générale**  
**Dominique CUPILLARD**

**Le Président**  
**Gilles SEZIONALE**